



**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille quatorze, le trente janvier à dix-huit heures, le Conseil d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique au complexe Jean Jaurès de Bettancourt-la-Ferrée, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 22 janvier 2014.

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Président  
- M. BLANCHARD, M. GOUVERNEUR, M. BOSSOIS, M. GARET, M. GAVIER, M. RIMBERT, M. FEUILLET, M. CHARPENTIER J.A., M. CADET, M. GUILLEMIN R., M. SIMON, Mlle KREBS, Vice-Présidents  
- Mme ADDENET, M. AUBRIOT, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BOUDAILLE, M. CARON, M. CHARPENTIER R., M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme COLLET, M. CORDEBARD, M. DAVERDON, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, M. DERVOGNE, M. DROIN, M. DUBUC, M. GARNIER, M. GUILLEMIN M., Mme GUINOISEAU, M. HISPART, M. JACQUES, Mme JULIEN, M. KAHLAL, Mme LANDREA, M. LAURENT, M. MILLARD, M. NOISETTE, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, M. STABILE, M. TOUSSAINT, M. VALTON, Mme VANNEAU, M. VIGNON, M. VOIRNESSON, M. WOWAK

**Excusés :** M. NOVAC, Mme AUBRY, Mme AYADI, Mme BANASZAK, M. BLANDIN, M. BRASSET, M. CHAUVET, M. DESCHAMPS, M. DUCHAINE, M. GARCIA, M. GUERRERO, M. GUILLAUMOT, M. JANECKO, M. LALLEMENT, Mme LEPLOMB, M. MILLARD-RANOU, M. NOEL, M. PESME

**Ont donné procuration :**

M. NOVAC à M. MILLARD  
Mme AUBRY à M. FEUILLET  
M. BRASSET à Mme GUINOISEAU  
M. DUCHAINE à M. GARET

M. GARCIA à M. BOSSOIS  
M. GUILLAUMOT à M. DELMOTTE  
M. JANECKO à M. GOUVERNEUR  
M. MILLARD-RANOU à M. GAVIER

**Secrétaire de séance :** M. VIGNON

---

**N° 19-01-2014**

**CONTROLE DE LEGALITE – CONVENTION DE DEMATERIALISATION**

**Rapporteur :** M. GARET

En application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et de l'article L 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération a choisi d'effectuer la transmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité. Elle recourt alors à un dispositif de télétransmission ayant fait l'objet d'une homologation. Le décret d'application du 7 avril 2005 prévoit la signature avec le Préfet d'une convention comprenant la référence du dispositif homologué de télétransmission et précisant notamment :

- ✓ la date de raccordement de la collectivité territoriale à la chaîne de télétransmission ;
- ✓ la nature et les caractéristiques des actes transmis par la voie électronique ;
- ✓ les engagements respectifs de la collectivité et du préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ;
- ✓ la possibilité, pour la collectivité, de renoncer à la transmission par voie électronique et les modalités de cette renonciation.

Toutefois alors que le cahier des charges de la télétransmission a une portée nationale, la convention relève de l'engagement bilatéral entre le représentant de l'Etat et la collectivité pour constater, d'une part, l'utilisation d'un dispositif de télétransmission en conformité avec le cahier des charges (c'est-à-dire homologué) et d'autre part, pour décliner localement les modalités de mise en œuvre de la télétransmission.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention entre la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier Der & Blaise et la Préfecture de la Haute-Marne, portant sur la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON